



UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS FORCE OUVRIERE D'INDRE-ET-LOIRE

MAISON DES SYNDICATS

La Camusière – 18 rue de l'Oiselet - 37550 Saint Avertin

Tél. : 02 47 38 54 43 – Télécopie : 02 47 37 91 00

Email : force.ouvriere37@wanadoo.fr

Udfo37@force-ouvriere.fr

Conseil d'Administration de la CAF Tours

Déclaration liminaire

Madame la Directrice, mesdames et messieurs les administrateurs,

Il ne vous aura pas échappé que le 22 novembre dernier, les personnels des CAF, y compris ceux de l'encadrement, étaient en grève nationale.

Dire que leurs conditions de travail se sont dégradées, et plus fortement en trois ans, est un doux euphémisme. Les personnels des Caisses d'Allocations Familiales sont au bord de la crise de nerfs. Ils fustigent le sous-effectif permanent, notamment par la suppression de plus de 1.000 postes en trois ans, les heures supplémentaires quasi-obligatoires qui se multiplient, les fermetures organisées des Caisses pour tenter de résorber le retard dans le traitement des dossiers, qui parfois atteint plus de quinze jours...

La mission de service public est aujourd'hui menacée.

Cette journée de grève coïncidait avec la réunion nationale entre les directions des CAF et la présidence de la CNAF, qui visait à étudier les modalités de la prochaine convention d'objectifs et de gestion (COG) 2013–2016, qui doit être signée entre l'État et la CNAF. Et c'est le moins de dire que celle-ci inquiète fortement (à juste titre ?) les personnels, redoutant qu'elle n'affiche encore des moyens insuffisants pour les CAF, comme le démontrent les COG précédentes.

Avec Force Ouvrière, les personnels demandent «l'arrêt des suppressions d'emplois et l'embauche de salariés en CDI».

Alors que les CAF assurent des missions supplémentaires, tel le versement du RSA, les moyens mis en œuvre ne suivent pas. Certains hauts responsables de CAF le disent aussi désormais ouvertement. Dans une lettre qu'ils viennent d'adresser à Mme Bertinotti (ministre déléguée à la Famille), les six présidents des conseils d'administration des Caf d'Aquitaine demandent notamment des effectifs supplémentaires pérennes «au juste et précis niveau qui permette un service de qualité». Si les pouvoirs publics ne répondent pas «favorablement» à ces demandes, les conseils d'administration de la Caf pourraient ne pas vouloir signer les prochains contrats pluriannuels d'objectifs et de gestion, avertissent ces présidents.

Comme l'UD FO 37 l'avait indiquée dans un précédent communiqué de presse, c'est donc bien les conséquences directes d'un budget d'austérité prévu en 2013 pour la sécurité sociale (le fameux PLFSS), sur le dos des assurés.

Sauf à nous rassurer ici, ce qui nous étonnerait fort, l'UD FO 37 réaffirme ici son attachement à la protection sociale de 1945, dont s'était dotée la classe ouvrière, refuse que les salariés-assurés-allocataires payent pour une crise dont ils ne sont en rien responsables, et en tirera toutes les conséquences quant aux futures décisions qui interviendront dans notre caisse.

Merci de votre attention.

Tours, le 03 décembre 2012